

LE JOUR, 1952
5 JANVIER 1952

SUR LES POURPARLERS ECONOMIQUES AVEC LA SYRIE

Au sujet de l'évolution de nos relations économiques avec la Syrie, le Chef de l'Etat, en Syrie, le Président du Conseil, au Liban, paraissent avoir connu l'un et l'autre un moment d'euphorie. Nous ne nous en plairons pas.

Les dispositions sont si bonnes, nous dit-on, qu'on pourrait, au bout de la semaine qui vient, s'attendre à un résultat positif. Il est agréable de l'entendre. Nous croyons cependant qu'on a prêté au Président du Conseil libanais des propos plus formels que de raison.

Il se peut que d'ici la fin de la semaine prochaine les conversations avec la Syrie aient progressé brillamment. Mais ce n'est pas une certitude. On souhaite, sans doute, que d'ici là la rupture radicale de principe ait cessé ; on ne saurait l'affirmer. Tout dépend de l'état de la doctrine économique en Syrie.

Nos voisins ne s'obstineront pas, nous l'espérons bien, à ne vouloir en fait d'échanges libres que de nos produits agricoles contre les leurs. Ce serait comme de se limiter à échanger les produits laitiers d'une ferme contre ceux d'une boutique. Cela paraît si déraisonnable qu'on ne veut pas y songer.

Nous écrivions naguère que, comme la Syrie fait du blé, nous vendons des services. La Syrie ne peut pas nous proposer d'échanger seulement les produits de nos terres contre ceux des siennes. Elle dispose d'autres espaces et elle a des récoltes autrement plus massives que les nôtres.

La sagesse et la justice, c'est que chacun apporte ce qu'il a. Et c'est par là que l'économie syrienne et la libanaise sont complémentaires. Nos moyens d'achat en Syrie augmentent dans la mesure où la Syrie ne refuse pas nos services. Au fond tout le problème est là. Et ce problème, les militaires peuvent le connaître mieux que les civils, pour la raison qu'ils mettent professionnellement l'intérêt général de la Syrie au-dessus d'une addition d'intérêts individuels.

La Syrie serait extrêmement bien inspirée si elle acceptait de tenter l'expérience du retour à la liberté de déplacement des personnes entre la Syrie et le Liban. Elle n'aurait pas à le regretter. Pour ce qui est des marchandises, on se mettrait naturellement d'accord sur le tarif douanier. Les dépenses complémentaires que les Syriens pourraient faire au Liban seraient très largement compensées par les profits du mouvement général. Et l'intimité si précieuse entre Syriens et Libanais, sur le plan économique, renaîtrait ; au lieu que la muraille de Chine qu'on a prétendu élever en Syrie est une offense à la raison comme à la nature.

Nous sommes sûrs, par exemple, qu'on peut faire vivre et prospérer le port de Lattaquié sans recourir à des moyens inhumains. Le bonheur de Lattaquié nous est aussi cher qu'aux Syriens eux-mêmes ; mais Lattaquié peut prospérer magnifiquement si on équipe Alep dans sa direction, sans astreindre Damas à des contraintes pénibles et onéreuses pour arriver à un débouché sur la mer. De même, la Syrie mieux organisée pourrait non seulement supprimer tout chômage mais accueillir avec faveur des chômeurs du voisinage comme font la France et la Belgique, par exemple, où la main d'œuvre étrangère est fréquente. Le reste à l'avenant. Sur tout cela, il y a beaucoup à dire en effet.

Le Gouvernement syrien actuel peut faire beaucoup pour la Syrie. Tout indique qu'il le veut. Le premier service à rendre au pays voisin est de le libérer des préjugés qui, économiquement, le paralysent. Ce n'est qu'après que l'agriculture syrienne aura pris un développement décisif que les industries d'une certaine importance deviendront rentables. Ce qui manque maintenant, à l'intérieur de la Syrie, c'est le pouvoir d'achat et ce sont les débouchés ; et, à l'extérieur, ce sont les débouchés encore.

Or le Liban est, pour la Syrie, le premier débouché naturel à condition que les portes s'ouvrent. Mais pour que nous puissions acheter les marchandises syriennes, il faut que la Syrie ne refuse pas de recourir à nos services. N'est-ce pas l'évidence même ?